

## Les trois états du capital culturel

Pierre Bourdieu

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Bourdieu Pierre. Les trois états du capital culturel. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 30, novembre 1979. L'institution scolaire. pp. 3-6;

doi : <https://doi.org/10.3406/arss.1979.2654>;

[https://www.persee.fr/doc/arss\\_0335-5322\\_1979\\_num\\_30\\_1\\_2654](https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1979_num_30_1_2654);

---

Fichier pdf généré le 22/02/2024

## Résumé

Les trois états du capital culturel.

La notion de capital culturel a été construite pour rendre compte de l'inégalité des performances scolaires, en mettant d'emblée l'accent sur l'inégale distribution entre les classes des instruments nécessaires à l'appropriation des biens culturels (e.g. œuvres d'art).

Les propriétés du capital culturel existant à l'état incorporé, i.e. intériorisé sous forme de disposition permanente et durable (habitus), sont pratiquement réductibles au fait qu'il s'agit d'une forme de capital identifié aux individus : son accumulation demande du temps, bien social difficile à s'approprier par procuration; il demande un investissement personnel; son accumulation est limitée par les limites biologiques de son support, etc. Ces propriétés spécifiques qui, étant perçues comme liées à la personne, ajoutent aux avantages de l'héritage les apparences de l'inné et les vertus de l'acquis, et font du capital culturel incorporé le moyen de transmission légitime par excellence du patrimoine lorsque les formes directes et visibles de transmission tendent à être socialement considérées comme illégitimes.

Les biens culturels (livres, tableaux, machines), capital culturel à l'état objectivé, sont transmissibles instantanément et appropriables formellement dans leur matérialité, mais les conditions de leur appropriation spécifique sont soumises aux mêmes lois de transmission que le capital culturel à l'état incorporé.

Le capital culturel peut exister enfin sous la forme institutionnalisée de titres scolaires, qui, comme la monnaie, sont relativement indépendants par rapport au porteur du titre. Cette forme certifiée et garantie du capital culturel permet de poser le problème des fonctions sociales du système d'enseignement et d'appréhender pratiquement les relations qu'il entretient avec le système économique.

## Abstract

The Three Stages of Cultural Capital.

The concept of cultural endowment was developed to account for inequalities in academic performance, by stressing the inequality in the way in which the tools for the appropriation of cultural assets such as works of art were distributed.

The diverse properties of this cultural endowment are literally 'incorporated'; that is, interiorised in the form of a set of permanent and lasting attitudes. The capital itself is in a sense identified with individuals; its accumulation requires time, which is a social asset that can not be acquired by proxy; it demands a personal investment of energy; the biological limitations of its System of maintenance are the limitations to its own capacity for accumulation. These specific properties, which are seen as being linked to the individual, enhance the advantages of the system of inheritance by having both the appearance of something in-born and at the same time acquired. This means that 'incorporated' cultural capital becomes the predilect means of the legitimate transmission of the human heritage at times when direct and visible forms of transmission fall into disfavour.

Cultural assets (books, paintings, machines), which are the objectified counterpart to cultural capital, are transmissible immediately and may be appropriated formally as material objects. But in any one case of their transmission, they are subject to the same strictures as apply to 'incorporated' cultural capital.

A last instance of cultural capital is that of academic qualifications. These, like coins, are relatively independent in value of their bearers. This certified and guaranteed form of cultural capital raises the whole question of the social functions of the educational system and may lead into a practical awareness of the relationship between cultural capital and the economic system.

## Zusammenfassung

Die drei Zustände des kulturellen Kapitals.

Der Begriff des 'kulturellen Kapitals' wurde entwickelt in Hinblick auf die Erhellung und Darlegung ungleicher schulischer Performanzen; dabei wurde der Akzent von Anbeginn auf die klassen-spezifische ungleiche Verteilung der zur Aneignung kultureller Güter (z.B. Kunstwerke) notwendigen Instrumente gelegt. Die in inkorporiertem Zustand, d.h. in der verinnerlichten Form einer ständigen und dauerhaften Disposition (Habitus) vorliegenden Eigenschaften des kulturellen Kapitals sind praktisch darauf zurückzuführen, daß es sich dabei um eine an das Individuum gebundene Form von Kapital handelt : seine Akkumulation erfordert Zeit, ein soziales Gut, das nur schwer kraft Vollmacht zu erlangen ist; es erfordert persönliche Investition; seine Akkumulation ist begrenzt durch die biologischen Grenzen seines Trägers, etc. Diese als persongebunden wahrgenommenen besonderen

Eigenschaften, die zu den Vorteilen des Erbes noch den Schein des Angeborenen und die Tugenden des Erworbenen hinzufügen, lassen das inkorporierte kulturelle Kapital gerade in Zeiten, da die direkten und sichtbaren Formen der Weitergabe tendenziell der gesellschaftlichen Ächtung als illegitim verfallen, als legitimstes Mittel der Weitergabe des Erbes erscheinen.

Die kulturellen Güter (Bücher, Bilder, Maschinen), kulturelles Kapital in objektiviertem Zustand, sind zwar sofort vermittelbar und in ihrer Materialität förmlich aneignbar, doch unterliegen die Bedingungen ihrer spezifischen Aneignung den gleichen Gesetzen der Weitergabe wie das inkorporierte kulturelle Kapital.

Schließlich kann das kulturelle Kapital auch in institutionalisierter Form als schulische Titel vorliegen, die wie Geld gegenüber den jeweiligen Titelträgern relativ unabhängig sind. Diese in Zertifikaten und Diplomen niedergelegte und gesicherte Form des kulturellen Kapitals ermöglicht nun die Thematisierung der gesellschaftlichen Funktionen des Bildungssystems und erlaubt darüberhinaus, die Beziehungen zwischen Bildungs- und Wirtschaftssystem praktisch zu erfassen.

# les trois états du capital culturel

La notion de capital culturel s'est imposée d'abord comme une hypothèse indispensable pour rendre compte de l'inégalité des performances scolaires des enfants issus des différentes classes sociales en rapportant la «réussite scolaire», c'est-à-dire les profits spécifiques que les enfants des différentes classes et fractions de classe peuvent obtenir sur le marché scolaire à la distribution du capital culturel entre les classes et les fractions de classe. Ce point de départ implique une rupture avec les présupposés inhérents aussi bien à la vision ordinaire qui tient le succès ou l'échec scolaire pour un effet des «aptitudes» naturelles qu'aux théories du «capital humain» (1).

Les économistes ont le mérite apparent de poser explicitement la question du rapport entre les taux de profit assurés par l'investissement éducatif et par l'investissement économique (et de son évolution). Mais, outre que leur mesure du rendement de l'investissement scolaire ne prend en compte que les investissements et les profits *monétaires* ou *directement convertibles en argent*, comme les frais entraînés par les études et l'équivalent en argent du temps consacré à étudier, ils ne peuvent rendre raison des parts relatives que les différents agents ou les différentes classes accordent à l'investissement économique et à l'investissement culturel, faute de prendre en compte systématiquement la *structure* des chances différentielles de profit qui leur sont promises par les différents marchés en fonction du volume et de la structure de leur patrimoine (Cf. en particulier G.S. Becker, *Human Capital*, New York, Columbia University Press, 1964). Plus, en omettant de replacer les stratégies d'investissement scolaire dans l'ensemble des stratégies éducatives et dans le système des stratégies de reproduction, ils se condamnent à laisser échapper, par un paradoxe nécessaire, le mieux caché et le plus déterminant socialement des investissements éducatifs, à savoir la *transmission domestique de capital culturel* : leurs interrogations sur la relation entre l'«aptitude» (*ability*) aux études et l'investissement dans les études témoignent qu'ils ignorent que l'«aptitude» ou le «don» est aussi le produit

d'un investissement en temps et en capital culturel (*Id.*, pp. 63-66). Et l'on comprend que, s'agissant d'évaluer les profits de l'investissement scolaire, ils ne puissent s'interroger que sur la rentabilité des dépenses d'éducation pour la «société» dans son ensemble (*social rate of return*) (*Id.*, p. 121) ou sur la contribution que l'éducation apporte à la «productivité nationale» (*the social gain of education as measured by its effects on national productivity*) (*Id.*, p. 155). Cette définition typiquement fonctionnaliste des fonctions de l'éducation qui ignore la contribution que le système d'enseignement apporte à la reproduction de la structure sociale en sanctionnant la transmission héréditaire du capital culturel se trouve en fait impliquée, dès l'origine, dans une définition du «capital humain» qui, malgré ses connotations «humanistes», n'échappe pas à l'économisme et qui ignore, entre autres choses, que le rendement scolaire de l'action scolaire dépend du capital culturel préalablement investi par la famille et que le rendement économique et social du titre scolaire dépend du capital social, lui aussi hérité, qui peut être mis à son service.

Le capital culturel peut exister sous trois formes : à l'état incorporé, c'est-à-dire sous la forme de dispositions durables de l'organisme; à l'état objectif, sous la forme de biens culturels, tableaux, livres, dictionnaires, instruments, machines, qui sont la trace ou la réalisation de théories ou de critiques de ces théories, de problématiques, etc.; et enfin à l'état institutionnalisé, forme d'objectivation qu'il faut mettre à part parce que, comme on le voit avec le *titre scolaire*, elle confère au capital culturel qu'elle est censée garantir des propriétés tout à fait originales.

## L'état incorporé

La plupart des propriétés du capital culturel peuvent se déduire du fait que, dans son état fondamental, il est *lié au corps* et suppose l'*incorporation*. L'accumulation de capital culturel exige une *incorporation* qui, en tant qu'elle suppose un travail d'inculcation et d'assimilation, *coûte du temps* et du temps qui doit être investi *personnellement* par l'investisseur (elle ne peut en effet s'effectuer *par procuration*, pareille en cela au

1—En parlant des concepts pour eux-mêmes, comme ici, au lieu de les faire fonctionner, on s'expose toujours à être à la fois schématique et formel, c'est-à-dire «théorique», au sens le plus ordinaire et le plus ordinairement approuvé de ce terme.

bronzage (2)) : travail personnel, le travail d'acquisition est un travail du «sujet» sur lui-même (on parle de «se cultiver»). Le capital culturel est un avoir devenu être, une propriété faite corps, devenue partie intégrante de la «personne», un habitus (3). Celui qui le possède a «payé de sa personne», et de ce qu'il a de plus personnel, son temps. Ce capital «personnel» ne peut être transmis *instantanément* (à la différence de la monnaie, du titre de propriété ou même du titre de noblesse) par le don ou la transmission héréditaire, l'achat ou l'échange; il peut s'acquérir, pour l'essentiel, de manière totalement dissimulée et inconsciente et reste marqué par ses conditions primitives d'acquisition; il ne peut être accumulé au-delà des capacités d'appropriation d'un agent singulier; il dépérit et meurt avec son porteur (avec ses capacités biologiques, sa mémoire, etc.). Du fait qu'il est ainsi lié de multiples façons à la personne dans sa singularité biologique et qu'il fait l'objet d'une transmission héréditaire qui est toujours hautement dissimulée, voire invisible, il constitue un défi pour tous ceux qui lui appliquent la vieille et indéradable distinction des juristes grecs entre les propriétés héritées (*ta patrôa*) et les propriétés acquises (*epiktêta*), c'est-à-dire ajoutées par l'individu lui-même à son patrimoine héréditaire; en sorte qu'il parvient à cumuler les prestiges de la propriété innée et les mérites de l'acquisition. Il s'ensuit qu'il présente un plus haut *degré de dissimulation* que le capital économique et qu'il est de ce fait prédisposé à fonctionner comme capital symbolique, c'est-à-dire méconnu et reconnu, exerçant un effet de (mé)connaissance, par exemple sur le marché matrimonial ou le marché des biens culturels où le capital économique n'est pas pleinement reconnu. L'économie des grandes collections de peinture ou des grandes fondations culturelles, comme l'économie de l'assistance, de la générosité et du don,

2—Il s'ensuit que, de toutes les mesures du capital culturel, les moins inexactes sont celles qui prennent pour étalon le *temps d'acquisition* —à condition, bien sûr, de ne pas le réduire au *temps de scolarisation* et de prendre en compte la prime éducation familiale en lui donnant une valeur positive (celle d'un temps gagné, d'une avance) ou négative (celle d'un temps perdu, et *doublement*, puisqu'il faudra dépenser du temps pour en *corriger* les effets) selon la distance aux exigences du marché scolaire. (Est-il besoin de dire, pour éviter tout malentendu, que cette proposition n'implique aucune reconnaissance de la valeur des verdicts scolaires et ne fait qu'enregistrer la relation qui s'établit dans les faits entre un certain capital culturel et les lois du marché scolaire? Peut-être n'est-il pas inutile toutefois de rappeler que des dispositions affectées d'une valeur négative sur le marché scolaire, peuvent avoir une valeur hautement positive sur d'autres marchés —et d'abord, bien sûr, dans les relations internes à la classe).

3—Il s'ensuit que l'utilisation ou l'exploitation du capital culturel pose des problèmes particuliers aux détenteurs du capital économique ou politique, qu'il s'agisse des mécènes privés ou, à l'autre extrême, des patrons d'entreprise employant des «cadres» dotés d'une compétence culturelle spécifique (sans parler des nouveaux *mécènes d'État*): comment acheter ce capital étroitement lié à la personne sans acheter la personne —ce qui reviendrait à se priver de l'effet même de légitimation qui suppose la dissimulation de la dépendance? Comment concentrer le capital —ce qui est nécessaire pour certaines entreprises— sans concentrer les porteurs de ce capital —ce qui peut avoir toutes sortes de conséquences refusées?

reposent sur des propriétés du capital culturel dont les économistes ne savent pas rendre compte: l'économisme laisse en effet échapper par définition l'alchimie proprement sociale par laquelle le capital économique se transforme en capital symbolique, capital dénié ou, plus exactement, méconnu; elle ignore même, paradoxalement, la logique proprement symbolique de la distinction qui assure par surcroît des profits matériels et symboliques aux détenteurs d'un fort capital culturel qui reçoit une *valeur de rareté* de sa position dans la structure de la distribution du capital culturel (cette valeur de rareté ayant en dernière analyse pour principe le fait que tous les agents n'ont pas les moyens économiques et culturels de prolonger les études de leurs enfants au-delà du minimum nécessaire à la reproduction de la force de travail la moins valorisée à un moment donné).

Mais c'est sans doute dans la logique même de la transmission du capital culturel que réside le principe le plus puissant de l'efficacité idéologique de cette espèce de capital. On sait d'une part que l'appropriation du capital culturel objectif, donc le temps nécessaire pour la réaliser, dépend principalement du capital culturel incorporé dans l'ensemble de la famille —par l'intermédiaire, entre autres choses, de l'effet Arrow généralisé (4) et de toutes les formes de transmission implicite; on sait d'autre part que l'accumulation initiale du capital culturel, condition de l'accumulation rapide et facile de toute espèce de capital culturel utile, ne commence *dès l'origine*, sans retard, sans perte de temps que pour les membres des familles dotées d'un fort capital culturel, le temps d'accumulation englobant en ce cas *la totalité* du temps de socialisation. Il s'ensuit que la transmission du capital culturel est sans doute la forme la mieux dissimulée de transmission héréditaire de capital et reçoit de ce fait un poids d'autant plus grand dans le système des stratégies de reproduction que les formes directes et visibles de transmission tendent à être plus fortement censurées et contrôlées.

On voit immédiatement que c'est par l'intermédiaire du temps nécessaire à l'acquisition que s'établit le lien entre le capital économique et le capital culturel. En effet, les différences dans le capital culturel possédé par la famille impliquent des différences d'abord dans la précocité du commencement de l'entreprise de transmission et d'accumulation, avec pour limite la pleine utilisation

4—Ce que j'appelle l'effet Arrow généralisé, c'est-à-dire le fait que l'ensemble de biens culturels, tableaux, monuments, machines, objets ouverts, et en particulier tous ceux qui font partie de l'environnement natal, exercent un effet éducatif par leur seule existence, est sans doute un des facteurs structuraux de l'explosion scolaire, en ce sens que l'accroissement de la quantité de capital culturel accumulé à l'état objectif accroît l'action éducative automatiquement exercée par l'environnement. Si on ajoute à cela que le capital culturel incorporé croît constamment, on voit que, à chaque génération, ce que le système scolaire peut considérer comme acquis s'accroît. Le fait que le même investissement éducatif aura un rendement croissant est un des facteurs structuraux d'inflation des titres scolaires (à côté des facteurs conjoncturels qui sont liés à des effets de reconversion du capital).

tion de la totalité du temps biologiquement disponible, le temps libre maximum étant mis au service du capital culturel maximum, ensuite dans la capacité ainsi définie de satisfaire aux exigences proprement culturelles d'une entreprise d'acquisition prolongée. En outre, et corrélativement, le temps pendant lequel un individu déterminé peut prolonger son entreprise d'acquisition dépend du temps pendant lequel sa famille peut lui assurer le temps libre, c'est-à-dire libéré de la nécessité économique, qui est la condition de l'accumulation initiale (temps qui peut être évalué comme manque à gagner).

### L'état objectif

Le capital culturel à l'état objectif détient un certain nombre de propriétés qui ne se définissent que dans sa relation avec le capital culturel dans sa forme incorporée. Le capital culturel objectif dans des supports matériels tels que des écrits, des peintures, des monuments, etc., est transmissible dans sa matérialité. Une collection de tableaux par exemple se transmet aussi bien (sinon mieux parce qu'à un degré d'euphémisation supérieur) que du capital économique. Mais ce qui est transmissible, c'est la propriété juridique et non pas (ou pas nécessairement) ce qui constitue la condition de l'appropriation spécifique, c'est-à-dire la possession des instruments qui permettent de consommer un tableau ou d'utiliser une machine et qui, n'étant autre chose que du capital incorporé, sont soumis aux mêmes lois de transmission.

Ainsi, les biens culturels peuvent faire l'objet d'une appropriation matérielle, qui suppose le capital économique, et d'une appropriation symbolique, qui suppose le capital culturel. Il s'ensuit que le propriétaire des instruments de production doit trouver le moyen de s'approprier ou le capital incorporé qui est la condition de l'appropriation spécifique ou les services des détenteurs de ce capital : pour posséder les machines, il suffit d'avoir du capital économique ; pour se les approprier et les utiliser conformément à leur destination spécifique (définie par le capital scientifique et technique qui s'y trouve incorporé), il faut disposer, personnellement ou par procuration, de capital incorporé. Tel est sans doute le fondement du statut ambigu des « cadres » : si l'on met l'accent sur le fait qu'ils ne sont pas les possesseurs (au sens strictement économique) des instruments de production qu'ils utilisent et qu'ils ne tirent un profit de leur capital culturel qu'en vendant les services et les produits qu'il rend possibles, on les range du côté des dominés ; si l'on insiste sur le fait qu'ils tirent leurs profits de la mise en œuvre d'une forme particulière de capital, on les range du côté des dominants. Tout semble indiquer qu'à mesure que s'accroît le capital culturel qui est incorporé dans les instruments de production (et du même coup le temps d'incorporation nécessaire pour acquérir les moyens de se l'approprier, c'est-à-dire pour obéir à son intention objective, sa destination, sa fonction), la force *collective* des détenteurs du capital culturel tendrait à s'accroître si les détenteurs de l'espèce dominante de capital n'étaient en mesure

de mettre en concurrence les détenteurs de capital culturel (d'ailleurs inclinés à la concurrence par les conditions mêmes de leur sélection et leur formation — et en particulier la logique de la compétition scolaire et du concours).

Le capital culturel à l'état objectif se présente avec toutes les apparences d'un univers autonome et cohérent qui, bien qu'il soit le produit de l'action historique, a ses propres lois, transcendantes aux volontés individuelles, et qui, comme le montre bien l'exemple de la langue, reste irréductible, de ce fait, à ce que chaque agent ou même l'ensemble des agents peut s'approprier (c'est-à-dire au capital culturel incorporé). Il faut se garder toutefois d'oublier qu'il n'existe et ne subsiste comme capital matériellement et symboliquement actif et agissant que sous réserve qu'il soit approprié par des agents et engagé comme arme et comme enjeu dans les luttes dont les champs de production culturelle (champ artistique, champ scientifique, etc.) et, au-delà, le champ des classes sociales, sont le lieu et dans lesquelles les agents obtiennent des profits proportionnés à la maîtrise qu'ils ont de ce capital objectif, donc à la mesure de leur capital incorporé (5).

### L'état institutionnalisé

L'objectivation du capital culturel sous forme de titres est une des façons de neutraliser certaines des propriétés qu'il doit au fait que, étant incorporé, il a les mêmes limites biologiques que son support. Avec le titre scolaire, ce brevet de compétence culturelle qui confère à son porteur une valeur conventionnelle, constante et juridiquement garantie sous le rapport de la culture, l'alchimie sociale produit une forme de capital culturel qui a une autonomie relative par rapport à son porteur et même par rapport au capital culturel qu'il possède effectivement à un moment donné du temps : elle *institue* le capital culturel par la magie collective, à la façon dont, selon Merleau-Ponty, les vivants *instituent* leurs morts par les rites de deuil. Il suffit de penser au concours qui, à partir du continuum des différences infinitésimales entre les performances, *produit des discontinuités durables et brutales*, du tout au rien, comme celle qui sépare le dernier reçu du premier refusé, et institue une différence d'essence entre la *compétence* statutairement reconnue et garantie et le simple capital culturel, sans cesse sommé de *faire ses preuves*. On voit clairement en ce cas la magie *performative* du *pouvoir d'instituer*, pouvoir de faire voir et de faire croire ou, en un mot, de faire *reconnaître*. Il n'est de frontière que magique, c'est-à-dire imposée et soutenue (parfois au péril de la vie) par la *croyance collective*. « Vérité en deçà des Pyrénées ; erreur au-delà ». C'est la même *diacrisis* originaire qui institue le groupe comme réalité à la fois constante

5—On a le plus souvent réduit à une description exaltée de la dégradation de l'esprit par la lettre, du vivant par l'inerte, de la création par la routine, de la grâce par la pesanteur, la relation dialectique entre le capital culturel objectif, dont la forme par excellence est l'écriture, et le capital culturel incorporé.

(c'est-à-dire transcendante aux individus), homogène et différente, par l'institution arbitraire et méconnue comme telle d'une frontière juridique et qui institue les valeurs ultimes du groupe, celles qui ont pour principe la croyance du groupe dans sa propre valeur et qui se définissent dans l'opposition aux autres groupes.

En conférant au capital culturel possédé par un agent déterminé une reconnaissance institutionnelle, le titre scolaire permet en outre de comparer les titulaires et même de les «échanger» (en les substituant les uns aux autres dans la *succession*); il permet aussi d'établir des taux de convertibilité entre le capital culturel et le capital économique en garantissant la valeur en argent d'un capital scolaire déterminé. Produit de la conversion de capital économique en capital culturel, il établit la valeur sous le rapport du capital culturel du détenteur d'un titre déterminé par rapport aux autres détenteurs de titres et inséparablement la valeur en

argent contre laquelle il peut être échangé sur le marché du travail —l'investissement scolaire n'ayant de sens que si un minimum de réversibilité de la conversion qu'il implique est objectivement garanti. Du fait que les profits matériels et symboliques que le titre scolaire garantit dépendent aussi de sa rareté, il peut arriver que les investissements (en temps et en efforts) soient moins rentables qu'on ne pouvait l'escompter au moment où ils étaient consentis (le taux de convertibilité du capital scolaire et du capital économique s'étant trouvé *de facto* modifié). Les stratégies de reconversion du capital économique en capital culturel qui sont parmi les facteurs conjoncturels de l'explosion scolaire et de l'inflation des titres scolaires sont commandées par les transformations de la structure des chances de profit assurées par les différentes espèces de capital.